

Déclaration liminaire de la FSU 74 au CDEN du 23 février 2021

Nous ne reprendrons pas toutes les inquiétudes exprimées en CTSD il y a moins d'un mois : nous restons stupéfaits devant les décisions prises au plus haut niveau puis appliquées, alors que nous ne sommes toujours pas sortis d'une crise sanitaire profonde.

Certains ont peut-être toujours « confiance », mais, après la période des CA, nous avons une idée plus claire des conséquences réelles du travail fait.

Les chefs d'établissement ont travaillé entre le marteau et le pot, en toute transparence ou/et en manoeuvrant habilement, selon les lieux.

Les représentants des parents, des enseignants, syndiqués ou non, ont travaillé dans les CP et les CA.

Le résultat, ce sont des postes supprimés, des temps partiels dont il faut accepter le refus, des services partagés en même temps que des HSA en abondance, des heures d'AP âprement négociées, des projets abandonnés, des groupes sacrifiés, plus de classes par service et plus d'élèves par classe, des élèves non inscrits en Segpa et en Ulis...

A ce propos, peut-on encore parler d'école inclusive alors qu'on éloigne ou affaiblit les structures qui la rendent possible ? Nous ne comprenons toujours pas la fermeture à Rumilly et l'ouverture à Evire.

Les équipes sont divisées et démotivées. Dans de nombreux établissements, parents et enseignants ont multiplié les réunions ; conseil pédagogique, commissions permanentes et CA. Tous les adultes se sont exprimés et ont travaillé au mieux, en retournant les enveloppes dans tous les sens pour y trouver des solutions. Après avoir voté contre des répartitions impossibles, et pour des motions explicites, qu'avons-nous obtenu ?

Règne maintenant un sentiment d'impuissance et le désarroi accru de ceux qui ont mieux compris ce qui arrivait.

Nous appelons une nouvelle fois les fonctionnaires, au service des citoyens, mais aussi les élus, les parents, à tous les niveaux, à exiger une rentrée 2021 différente de cette démolition annoncée. Nous appelons aussi, sur le long terme à réfléchir sur la logique comptable, permise par les progrès du numérique et un usage glouton des mathématiques. Une rentrée techniquement réussie, grâce à des changements de repères ou une modification de l'IPS (Indice de Position Sociale) est de moins en moins une rentrée humainement réussie. Un établissement scolaire n'est pas un entrepôt Toyota où il faut gérer des stocks à flux tendus.

Les élèves ont besoin de conditions de travail et d'enseignement décentes. Dans ces conditions sanitaires particulières, et compte tenu des retards accumulés, ils ont un urgent besoin d'enseignants, de personnels Vie scolaire, d'AESH disponibles, eux-mêmes soutenus par leur administration.

A ce propos, où en est la prime de vie chère si souvent évoquée pour notre département ?